



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 09 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**ZaCh System SA**

ZI La Croix Cadeau  
CS 10079  
49240 Avrillé

**Références :** SRNT-2026-0009\_INSP\_ZaCh\_Avrille\_RAP

**Code AIOT :** 0006301144

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement ZaCh System SA implanté ZI La Croix Cadeau CS 10079 49240 Avrillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZaCh System SA
- ZI La Croix Cadeau CS 10079 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006301144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ZACH SYSTEM exerce son activité dans la production et la commercialisation de produits chimiques de synthèse organique ou obtenus par traitement physique et de lyophilisation.

L'objet de cette visite d'inspection inopinée a été d'évaluer les mesures obligatoires mises en place sur le site pour effectuer les premiers prélèvements dans l'environnement en cas d'accident, qui est un thème d'inspection porté par les actions nationales de l'inspection des installations classées. L'essentiel de la visite d'inspection a été réalisé conformément au canevas national et a donc porté sur les mesures organisationnelles présentes sur le site complété par un test de mise en situation.

Les suites de la visite précédente du 26 novembre 2024 ont été abordées en vérifiant les alarmes présentes sur l'automate de commande dans l'atelier COF2.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives mais pour certains d'entre eux, il est demandé une réponse à apporter.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet avec réponse à apporter
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1	/	Sans objet avec réponse à apporter
Suites de la visite d'inspection du 26/11/2024 concernant les shunts				
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les démarches d'identification des polluants émis en cas d'accident sur son site à travers le référentiel de France-Chimie. Il a intégré les actions à réaliser afin de réaliser les prélèvements environnementaux en cas d'accident dans son plan de gestion de crise (POI) et a établi une convention avec Air Pays de la Loire afin de réaliser ces prélèvements dans les différents milieux.

La dernière visite d'inspection portant sur la gestion des shunts a fait l'objet de mesures d'amélioration dont certaines doivent encore être finalisées en 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière version du POI lors du jour de l'inspection date de mai 2022. La fréquence de mise à jour (3 ans) n'est pas respectée, cependant l'exploitant présente la version en cours de finalisation. Ce POI révisé en version Q-0, daté et signé en décembre 2025 est transmis à la DREAL le 19/12/2025. Il intègre la remarque faite lors de l'inspection sur l'affichage de la version du document ainsi que sur les signatures permettant de justifier du circuit de vérification et de validation du document.</p> <p>Il est composé d'un ensemble de fiches qui sont accessibles depuis un sommaire interactif qui crée les liens directement sur chacune des fiches : plans, alerte, organisation des secours, moyens à disposition, scénarios,...</p> <p>L'ensemble des points constituant le POI n'est pas examiné lors de cette inspection, néanmoins, il apparaît que le document intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'appel aux autorités pendant et en dehors des heures ouvrables ;</li> <li>- les modalités d'appel au numéro d'alerte en cas de déclenchement des prélèvements à effectuer dans l'environnement (voir points suivants).</li> </ul> <p>L'exploitant a été mis en situation en simulant un incendie sur le site, il a été constaté qu'il arrivait à joindre très rapidement la cellule d'astreinte d'Air Pays de la Loire afin préparer le déploiement des moyens nécessaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>SSH :</p> <p>Code de l'environnement</p> <p>R. 515-100</p> <p>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un exercice POI concernant un scénario d'incendie avec déploiement des équipes en interne a été réalisé le 1<sup>er</sup> décembre 2025 au cours duquel la DREAL a été prévenue par appel téléphonique.</p> <p>L'état des stocks communicable au public a aussi été transmis par courriel à 13h45 à la DREAL (cf point d'inspection n°7).</p>

L'état des stocks contient uniquement les matières stockées sur la zone incriminée dans l'incendie, objet de l'exercice. Une demande complémentaire est faite au point n°7 de l'inspection de disposer de l'ensemble de l'état des stocks.

Il est à noter que l'exploitant organise 2 à 3 exercices complémentaires de mise en situation pour le directeur des opérations internes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Le POI transmis le 19/12/2025 intègre la stratégie de prélèvements environnementaux.

Afin de prédéterminer la liste des substances à rechercher dans les différents milieux suite à un incendie ou une fuite toxique sur son site, l'exploitant a établi une stratégie avec Air Pays de la Loire qui est l'organisme avec lequel il a contractualisé pour répondre à cette prescription. Il s'est appuyé sur le guide professionnel de référence DT 126 de France Chimie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Stratégie de prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur

et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### **Constats :**

La stratégie de prélèvement consiste à prélever et mesurer les 14 produits de décomposition identifiés, dans des rayons de 300 m, 1500 m et 5 000 m et dans les différents milieux.

Cette stratégie est identifiée dans l'annexe du POI au chapitre 41.4 et précise la phase de mesure en interne sur le site et indique quel moyen est à utiliser pour chacun des produits. Elle précise aussi le détail des prélèvements externes, objet de la convention avec Air Pays de la Loire : oxydes gazeux, composés organiques volatils, acides et halogénures et retombées particulaires.

Un prélèvement hors influence (témoin) est prévu dans une zone à 1 000 m hors du panache.

Plusieurs scénarios sont prévus en fonction des conditions météorologiques : vents d'hiver, vents d'Ouest, absence de vent. Les coordonnées des stations d'implantation sont précisées selon les sens des vents.

La carte des sites de prélèvements figure bien dans le document POI.

Le matériel qui doit être déployé est aussi décrit dans le document.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

#### **Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

L'exploitant a contractualisé une convention avec Air Pays de la Loire pour ses premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.

Dans la convention, il est indiqué que, pour une distance de moins de 100km, le délai approximatif pour se rendre sur zone avec des moyens de prélèvements dans l'air est compris entre 1h à 4h.

Il n'y a pas de doute sur la compétence du personnel intervenant pour le compte d'Air Pays de la Loire, mais ce point devrait être précisé dans la convention.

**Type de suites proposées :** Sans suite mais réponse à apporter

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

**Constats :**

La liste des produits de décomposition a fait l'objet d'un envoi par courrier du 8 juillet 2025 aux services de la préfecture.

Elle contient, substance par substance, les produits de décomposition attendus (CO<sub>2</sub>, CO, HCl, HBr, HF, SO<sub>2</sub>, HCN, NOx, HAPs, COVs, dioxines et furanes et PCB, Métaux, Poussières, Aldéhydes) et ses facteurs d'émission classés en 4 niveaux : fort, moyen, faible et néant. Cette méthodologie provient du guide professionnel DT 126 de France Chimie .



**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, état des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan interactif du site permettant d'accéder aux stocks présents sur le lieu défini.

L'état des stocks d'une unité de fabrication comprend aussi les locaux de distribution de cette unité qui peut être distante, il est pris l'exemple du stockage d'HCl qui est distinct de l'atelier et dont le stock fait partie de l'atelier.

Ce point devrait être précisé car le but de cet état des stocks localisé doit permettre de gérer une situation de crise et anticiper les évolutions prévisibles sur les substances dangereuses à proximité.

Il n'est pas possible de vérifier l'exactitude de l'état des stocks sur place, même en vérifiant une référence spécifique stockée dans 4 fûts containers.

Nous demandons à l'exploitant de s'assurer que son outil automatisé de sortie d'état des stocks fasse l'objet d'une validation au moyen de tests de cohérence systématiques ou par sondage, portant en particulier sur les quantités les plus importantes présentes sur le site .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Nous demandons à l'exploitant de s'assurer que son outil automatisé de sortie d'état des stocks fasse l'objet d'une validation au moyen de tests de cohérence systématiques ou par sondage, portant en particulier sur les quantités les plus importantes présentes sur le site .

**Type de suites proposées :** Sans suite, mais réponse à apporter

## N° 8 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées/information population
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. .Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022.
<b>Constats :</b>  Un exemple de l'état des stocks synthétique avait été transmis par courriel au cours de l'exercice POI du 1 <sup>er</sup> décembre 2025. L'exercice concernait uniquement la zone de dépotage et l'exploitant avait transmis uniquement le stock concernant la zone de dépotage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'état des stocks synthétique doit contenir les données issues de la localisation concernée par l'incident et intégrer aussi l'ensemble de l'état des stocks des différentes zones de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 9 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel et entreprises extérieures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>-la tenue à jour des procédures ;</li> <li>-le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 26 novembre 2024, il avait été constaté que certains personnels de la maintenance n'avaient pas eu de formation sur les risques chimiques et qu'une sensibilisation du personnel de production serait faite concernant le traitement des alarmes "récurrentes" sur les automates de sécurité.</p> <p>L'exploitant a dispensé 5 sessions de formation sur les risques chimiques entre janvier et décembre 2025 pour rattraper les personnes non encore formées.</p> <p>Concernant la sensibilisation aux alarmes, l'exploitant a mis à jour une procédure PQHS0021 et doit compléter la formation au cours de l'année 2026.</p> <p>Il n'est pas constaté dans l'atelier COF 2 d'alarme récurrente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Principes généraux de prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 26 novembre 2024, il avait été constaté que le registre des shunts existait et était renseigné mais qu'il manquait la notion d'importance (ou de MMR) sur certains shunts qui devaient faire l'objet d'une analyse plus poussée pour déterminer des mesures compensatoires.

L'exploitant a mis à jour une procédure PQHS0021 afin de distinguer les shunts qui concernent les MMR.

Le nouveau registre des shunts distinguant ces niveaux est présenté et il est prêt à être diffusé.

Une formation sur les shunts pour le personnel HSE, de production et de maintenance qui explicite la différence entre consignation et shunt et entre EIPS et MMR s'achèvera début 2026 pour mise en pratique courant 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Revue de la procédure SGS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2025

**Prescription contrôlée :****3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation**

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

**Constats :**

Une identification de la notion de mesure de maîtrise des risques a été intégrée dans l'outil de gestion (SAP) afin de pouvoir faire une revue des problématiques liées à ces MMR.

Une revue annuelle a été faite en mars 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2025

**Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

Le registre des shunts a été modifié afin de préciser spécifiquement les MMR ainsi que l'analyse de risque qui doit être conduite spécifiquement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en œuvre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2025

**Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 26/11/2024, il avait été constaté un shunt sur le bouton d'arrêt d'urgence qui avait aussi pour but de fermer les vannes de confinement du site. La question avait été posée sur les mesures prises pour s'assurer du confinement du site en cas d'accident.

L'exploitant a répondu à ce point en indiquant que seul le bouton d'arrêt d'urgence n'était pas fonctionnel, mais que le site était toujours en configuration de confinement et qu'ainsi il n'était pas nécessaire de mettre en place des mesures compensatoires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2025

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer

dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Constats :**

Ce constat reprend le constat précédent afin de proposer une mesure compensatoire sur le risque de pollution si jamais le site ne pouvait être confiné suite à un shunt. Cependant l'exploitant indique que ce n'était pas la situation rencontrée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

